Ouestions orales

Elle parle du document qui présente notre avenir économique. Elle a tout à fait raison de dire que le chômage est beaucoup trop élevé au Canada.

Le fait que 48 000 emplois aient été créés le mois dernier est un signe très encourageant. Le fait que 202 000 emplois aient été créés depuis août dernier est aussi encourageant, mais ce qui l'est peut-être plus, c'est le fait que l'inflation est maintenant à son niveau le plus bas en 30 ans, les taux d'intérêt à leur niveau le plus bas en 20 ans et les taux hypothécaires à leur plus bas niveau depuis 30 ans.

Je pense que ce sont là de bonnes nouvelles pour l'économie. Elles promettent la création d'emplois que tous les députés, indépendamment de leur parti, veulent pour le Canada.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

Au nom des presque 3,9 millions de Canadiens qui n'ont pas d'emploi ou qui sont sous-employés, je dois dire au premier ministre qu'en fait, le navire dans lequel le gouvernement a mené un trop grand nombre de Canadiens jusqu'à maintenant est une épave.

La semaine dernière, l'attention des Canadiens a encore une fois été attirée sur les souffrances qu'entraîne le chômage dans notre pays lorsque la Conférence des évêques catholiques du Canada a livré un message dans lequel elle condamnait le taux combiné de chômage et de sous-emploi qui afflige un Canadien sur quatre. Un Canadien sur quatre cherche un emploi satisfaisant. Nous ne pourrons jamais nous attaquer au déficit et à la dette si nous ne redonnons pas du travail à ces Canadiens. C'est ce que nous proposons depuis déjà un certain temps.

• (1430)

Le premier ministre examinera-t-il sérieusement les propositions que les évêques ont faites à l'égard du chômage et saisira-t-il cette occasion pour redonner réellement du travail aux Canadiens?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous examinons toujours très attentivement les propositions qui nous viennent de toutes parts, y compris des évêques catholiques. Bien sûr que nous avons étudié les propositions qu'ils ont faites.

Je souligne à la députée que, dans un article paru aujourd'hui, on rapporte que les livrets de commande du secteur manufacturier au Canada débordaient en février parce que les perspectives de ce secteur continuaient de s'améliorer. Statistique Canada a signalé lundi dernier que les commandes non remplies ont augmenté de 5 p. 100 depuis janvier, soit la hausse mensuelle la plus importante en cinq ans.

La Banque Royale du Canada a prédit la semaine dernière que la croissance réelle serait de 3,5 p. 100 au Canada et de 4 p. 100 au Québec cette année et que, pendant le reste de la décennie, on continuerait d'assister à une croissance constante, à une faible inflation et à une saine croissance de l'emploi.

La création d'emplois est inquiétante au Canada comme aux États-Unis. Aux États-Unis, on parle de reprise sans emplois. Des emplois sont créés, mais le nombre de personnes qui entrent sur le marché du travail continue de dépasser celui des emplois qui sont créés.

Tous les pays industrialisés se préoccupent de cette situation, qui découle d'une productivité accrue, d'un investissement plus considérable dans les ressources humaines et dans le matériel et, partant, de la capacité de vendre des produits à l'échelle internationale. Il s'agit donc d'un couteau à double tranchant. Nous travaillons en étroite collaboration avec tous les intéressés, ce qui explique les programmes du ministre de l'Emploi et de l'Immigration en vue de créer des emplois dans le secteur privé qui, grâce aux exportations, peut faire le gros du travail.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, une question supplémentaire.

Le fait est que le gouvernement peut faire des choix. Il peut, par exemple, abolir le programme d'achat d'hélicoptères dont nous n'avons pas besoin et dont le Canada n'a pas besoin.

[Français]

Mais je voudrais répéter que dans leur message pastoral les évêques affirment, et je cite:

Un chômage aussi généralisé est un désordre moral, un mal social qu'il faut extirper. Il prive les travailleurs, les travailleuses et leurs familles, du revenu nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels. Il dépouille aussi les gens de leur dignité et de leur estime de soi.

Quand ce gouvernement va-t-il comprendre les dégâts causés par ses politiques, changer de direction et déposer un budget pour aider les Canadiens et leurs familles? C'est très urgent en ce moment, et je voudrais poser cette question au premier ministre.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je viens tout juste de souligner, en anglais, que le nombre d'emplois a augmenté de 48 000 le mois dernier. C'est le huitième mois de suite qu'il y a croissance de l'emploi.

Le commentaire de la Banque royale du Canada est très important, et je le cite: «Une augmentation de 48 000 emplois c'es très encourageant. L'économie canadienne a pris le bon tournant. Le taux annuel de création d'emplois est passé à 1,3 p. 100, ce qui constitue un sommet depuis le début de la récession.» Ce regain d'optimisme a poussé 85 000 personnes de plus à chercher du travail le mois dernier, et le nombre d'emplois a été majoré de 200 000 depuis le mois d'août.